

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 27/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ESTEREL COTE D'AZUR AGGLOMERATION**

624 Chemin Aurelien  
83700 Saint-Raphaël

Référence : D-UD83-2024-0544  
Code AIOT : 0006405433

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2024 dans l'établissement ESTEREL COTE D'AZUR AGGLOMERATION implanté 291, boulevard Delli -Zotti Quartier du Cerceron 83700 Saint-Raphaël. L'inspection a été annoncée le 08/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Au niveau régional, une action dite "coup de poing" est menée par les inspecteurs des installations classées afin de vérifier la maîtrise du risque incendie sur des secteurs d'activités ciblés (dont les déchetteries).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESTEREL COTE D'AZUR AGGLOMERATION
- 291, boulevard Delli -Zotti Quartier du Cerceron 83700 Saint-Raphaël
- Code AIOT : 0006405433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Déchetterie pour les particuliers, ouverte aux professionnels référencés (badge). La déchetterie comporte un espace abritant 4 quais de transfert d'ordures ménagères utilisé par PROPOLYS. La zone des déchets verts est équipée d'un broyeur pour végétaux.

**Thèmes de l'inspection :** Déchets

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article R511-9	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
6	Moyens d'alerte et de lutte contre	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande d'action corrective, Demande de	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	l'incendie		justificatif à l'exploitant	
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22 I.	Demande d'action corrective	3 mois
8	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22 II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Sans objet
9	vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchetterie est bien tenue. Le stockage des produits dangereux est bien organisé et les regroupements des déchets sont faits par le personnel de la déchetterie formé à cet effet. Par exemple le responsable de la déchetterie, en place depuis moins de 2 mois, a une très bonne connaissance des règles.

La déchetterie est étendue, ce qui facilite le trafic et évite une densité de personnes. Compte tenu des éléments météorologiques (pluie), les zones de stockage sont relativement propres et sans encombrement.

De nouveaux textes réglementaires s'appliquent depuis le 1 juillet 2024 pour les activités exercées sur le site (ce rapport a regardé par sondage leur respect pour des activités soumises à autorisation et enregistrement) et la mise en conformité impose que soit analysée l'ensemble des nouveaux textes pour les activités soumises à autorisation, enregistrement ET déclaration, et que leurs exigences soient respectées.

Par ailleurs il n'a pas pu être vérifié une partie des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 concernant le second poteau incendie situé dans l'emprise de l'institut d'éducation privé attenant : il est demandé par retour la localisation de ce poteau incendie, son accessibilité en tous temps et sa proximité des installations ainsi que ses caractéristiques (débit/pression).

Enfin les activités ont évolué depuis 2006 et il est nécessaire de porter à la connaissance du préfet les modifications survenues (R.181-46). Ce porter à connaissance doit comprendre une revue des besoins en matière de défense contre l'incendie (calcul des besoins en eau - formulaire D9 -, détermination du volume d'eau à confiner - formulaire D9A -, justifier de la collecte des eaux susceptibles d'être polluées, justifier des besoins incendie et si nécessaire tracer les actions de mise en conformité et leur échéancier).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R511-9
--

**Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE**

**Prescription contrôlée :**

L'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 identifie les déchets dangereux suivants :

150 batteries  
20 kg mercure  
3 tonnes de peinture  
5 tonnes d'huiles usagées  
1 tonne de piles usagées  
1 tonne d'autres déchets

Pour les déchets non-dangereux, il n'y a pas de volume indiqué mais une surface : la rubrique 2710-2 actuellement applicable fixe des seuils en volume (régime de la déclaration pour des volumes de 100 à 299 m<sup>3</sup>; régime de l'enregistrement pour des volumes supérieurs à 300 m<sup>3</sup>) : Il est fait un point sur la volumétrie présente.

L'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 prend en compte une activité de broyage/concassage de déchets verts soumise à déclaration du fait d'un broyeur de 250 kW.

Le quai de transit est autorisé par l'arrêté préfectoral du 25 août 1997 qui identifie:

- 6 postes de déchargement
- une trémie mobile
- un compacteur
- des caissons de transports

**Constats :**

Le site est composé de plusieurs espaces :

1) à l'entrée la zone des déchets principalement dangereux (marqués \* ci-après) comptant :

- 4 conteneurs situés en extérieurs dont 1 contenant des déchets dangereux inconnus (600 litres\*) et 1 du petit outillage (motorisé) de jardinage (600 litres\*)
- sous toiture, 5 conteneurs\* de 600 litres et 6 conteneurs\* de 1000 litres de produits dangereux triés selon les directives des éco-organismes; et 2 conteneurs d'huile\*; zone en rétention reliée à une cuve enterrée;
- une zone "article de sports" pour 18 m<sup>3</sup> (non-dangereux);
- une armoire de DMS\* (Déchets ménagers spéciaux) contenant 24 bacs de 60 litres bien identifiés et un bac pour articles pyrotechniques (vide le jour de l'inspection), en auto-rétention. A noter que la collecte de dispositifs pyrotechniques relève de la rubrique 2793, et qu'il faudra renseigner le porter à connaissance en ce sens si cette activité est maintenue sur la déchetterie,
- un bac\* de néon non-cassés et un bac\* d'ampoules, chacun de 400 litres,
- 2 poubelles\* de 240 litres pour cartouches d'imprimantes,
- 1 bac\* pour batteries de 600 litres,
- 1 bac pour petits extincteurs de 600 litres,
- 1 bac pour gros extincteurs de 600 litres
- 1 benne\* de 1000 litres de bouteilles de gaz,
- 2 fûts\* de 200 litres pour piles et batteries sans plomb,
- 1 cuve\* de 1000 litres d'huiles de vidange et deux bacs\* de 1000 litres de bidons vides

à noter qu'il n'y a plus de reprise des déchets mercuriels sur la déchetterie et que les particuliers doivent se rendre chez Sclavo, titulaire d'un marché à cet effet.

Une zone pour les D3E, avec séparation des D3E avec circuit frigorigène\* (qui sont des déchets dangereux) des écrans (propres caissons de stockage), petits D3E (propres caisses de stockage) des gros D3E.

=> Rubrique 2710-1 : Le total des déchets dangereux est bien supérieur à 7 tonnes et l'activité relève bien du régime de l'autorisation.

2) les quais de transit des ordures ménagères : 3 quais de transit sous bâtiment, 2 quais de transit

<p>sur l'ancienne zone déchetterie dont l'un ne semble plus servir et l'autre essentiellement en dépannage selon l'exploitant. 2 bacs de quelques centaines de litres de biodéchets (cantine) en cours de séchage.</p> <p>On notera aussi la présence d'une benne ouverte de 8 tonnes contenant du verre.</p> <p>3) la zone déchetterie pour déchets non-dangereux comprenant les bennes de 30 m<sup>3</sup> suivantes : 1 bois, 1 palettes, 3 encombrant, 1 mobilier, 1 métaux et 1 carton. Cette zone déchetterie comprend également une benne 15 m<sup>3</sup> et une autre de 8 m<sup>3</sup> pour les gravats.</p> <p>Des bacs de 2 m<sup>3</sup> complètent cette zone : extension des consignes de tri : 1 verre, 3 papier, 5 bacs d'1m3 pour vêtements, 1 benne de 8 m<sup>3</sup> pour le plâtre.</p> <p>4) une zone de déchets vrac avec 3 zones de dépôt : un d'environ 300 m<sup>2</sup> (stockage environ 1.5 m de hauteur) pour les déchets verts "classiques", 1 zone d'environ 60 m<sup>3</sup> pour les balayures, une autre zone d'environ 80 m<sup>2</sup> pour les déchets verts de palmier.</p> <p>5) une zone de broyage de déchets verts comprenant un broyeur de 250 kW et 2 bennes de 30 m<sup>3</sup> de déchets verts broyés.</p> <p>Dans une zone centrale de stockage de bennes vides, on notera la présence de deux bennes de 30 m<sup>3</sup> (mobilier, carton) pleines et en attente de transfert.</p> <p>=&gt;</p> <p>Rubriques <u>2710-2</u> : 10 bennes de 30 m<sup>3</sup> + 23 m<sup>3</sup> de gravats +8 m<sup>3</sup> verre + divers bacs &gt; 300 m<sup>3</sup> et 600 m<sup>3</sup> environ de déchets verts ; <u>régime de l'enregistrement</u></p> <p>Rubrique <u>2716</u> (balayures et ordures ménagères) : 360 m<sup>3</sup> d'ordures ménagères et environ 60 m<sup>3</sup> de balayures : <u>régime de la déclaration</u>.</p> <p>Rubrique <u>2794</u> (broyage de déchets verts) : l'exploitant indique broyer par campagne, avec une production journalière de maximum 4 bennes de 7 à 8 tonnes =&gt; l'activité est proche du seuil de 30 tonnes / jour mais reste à <u>déclaration tant que ce quantitatif journalier n'est pas dépassé</u>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les activités de quai de transfert et de déchetterie (247 m<sup>3</sup> pour non-dangereux, 10 tonnes de déchets dangereux et 150 kg de batteries) sont identifiées dans le dernier dossier transmis (2006) et relevaient du régime de l'autorisation tel que prévu par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007. L'activité de broyage est identifiée sous le régime de la déclaration.</p> <p>Du fait de l'antériorité des autorisations obtenues, les activités sont régulières.</p> <p>Toutefois de nombreuses modifications ont été apportées (dont un agrandissement de la déchetterie pour les déchets non-dangereux) et il est nécessaire d'effectuer un porter à connaissance de toutes les modifications apportées au site au titre de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement. Veiller à intégrer le maintien ou non de la collecte de dispositifs pyrotechniques.</p> <p>Ce Porter à connaissance doit permettre à l'exploiter de vérifier la conformité réglementaire des installations exploitées et, si nécessaire, d'identifier les travaux de conformité et l'échéancier de la réalisation de ces travaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Installations soumises au régime de l'autorisation (déchets dangereux -

rubrique 2710-1) :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### **Constats :**

Il a été vu les consignes décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie.

Par contre un certains nombres de mesures restent à formaliser :

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en période ouvrée,
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en période ouvrée,
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en période non-ouvrée,
- le plan de situation tel qu'exigé par l'arrêté ministériel,
- le plan des réseaux de collecte, etc, des bassins avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre,
- etc

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de faire un récolement de l'ensemble des exigences de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 (concerne les activités soumises à autorisation : déchets

dangereux, rubrique 2710-1), applicable depuis le 1 juillet 2024, et de produire les documents attendus.
Compte tenu des différents textes applicables, il y aura lieu de fusionner les demandes similaires concernant les autres activités du site (enregistrement qui sont partiellement abordées par ce rapport, et déclaration) pour ne produire qu' <u>un seul plan de défense incendie pour l'ensemble du site</u> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Maîtrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Prescriptions applicables aux installations soumises au régime autorisation (rubrique 2710-1, déchets dangereux) :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>...</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site possède bien un téléphone pour alerter les secours (situés à proximité).</p> <p>Le responsable de la déchetterie, arrivé en septembre 2024, a bien réalisé un exercice de lutte contre un incendie de déchets verts.</p> <p>Toutefois il n'est pas clair si l'ensemble des opérateurs ont bien participé à un exercice de défense contre l'incendie en l'absence de compte-rendu. Compte tenu de l'incertitude sur la présence et localisation d'un second poteau incendie (cf point ci-après), cet exercice est nécessaire.</p> <p>Comme pour le point précédent, il est demandé à l'exploitant de faire un récolement de l'ensemble des exigences de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 (concerne les activités soumises à autorisation : déchets dangereux), applicable depuis le 1 juillet 2024, et de produire les documents attendus.</p>

Compte tenu des différents textes applicables, il y aura lieu de fusionner les demandes similaires concernant les autres activités du site (enregistrement et déclaration) pour ne produire qu' <u>un seul document sur la maîtrise des sinistres/maîtrise des incendies de l'ensemble du site.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
<b>N° 4 :</b> Localisation des risques
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b> prescriptions qui s'appliquent aux installations soumises au régime de l'enregistrement (déchets non-dangereux de la déchetterie, rubrique 2710-2) :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien identifié les différents risques et les a géré correctement, notamment en les regroupant selon les consignes des éco-organismes qui endossent ensuite le transport.</p> <p>Par contre il manque un plan de signalement des risques à afficher en entrée de site (2 entrées) pour les services d'incendie et de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 :** Prévention du risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b> prescriptions qui s'appliquent aux installations soumises au régime de l'enregistrement (déchets non-dangereux de la déchetterie, rubrique 2710-2) :</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction.</p> <p>Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les locaux d'entreposage de déchets en déchetterie ne sont pas des locaux techniques par</p>



définition de ces derniers (chaufferie, transformateur électrique, local de charge, atelier de maintenance).  
Cette prescription n'est pas applicable aux installations du site dans sa configuration actuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :** prescriptions qui s'appliquent aux installations soumises au régime de l'enregistrement (déchets non-dangereux de la déchetterie, rubrique 2710-2) :

Du fait également d'un arrêté préfectoral du 13 juin 2007 identifiant les prescriptions en matière de lutte contre l'incendie, et afin de rendre cohérentes les prescriptions, il est indiqué les prescriptions particulières prévues par l'arrêté préfectoral pour les activités autorisées en 2007 en italique qui se substituent aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- *un accès de 1.5 m de large jusqu'au poteau incendie existant en limite de propriété côté collège, afin de disposer d'un hydrant à moins de 150 m;*
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 *implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 150 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de e 120 m3/h pendant 2 h* et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
- *un canon à eau à côté du broyeur;*
- *une borne Robinet d'Incendie Armé.*

#### Constats :

Il y a bien un système d'alerte des secours.

Le plan des locaux avec le signalement des dangers est manquant et doit être réalisé (comme point 2).

Un poteau incendie est situé en entrée du site. Le dernier contrôle de débit (fait le 14 mai 2021) indique un débit de 73.2 m3/h, et est situé à 190 mètres des bennes les plus lointaines (mesure faite sur Géoportail).

Un raccordement est présent permettant de mettre en place un canon pour intervenir sur la zone des déchets végétaux (ce qui est conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007. Cependant le débit n'a pas été contrôlé.

Les règles particulières de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 indiquent :

- un accès de 1.5 m à réaliser jusqu'au poteau incendie existant en limite de propriété côté collège afin de disposer d'un hydrant à moins de 150 m;
- un réseau hydraulique alimentant deux poteaux incendie ... pour permettre un débit cumulé de 120 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar pendant 2h.

Lors de la visite il n'a pas été vu ce second hydrant. L'exploitant n'a pas apporté de justificatifs sur ces exigences.

Il a bien été vu le plan présentant les extincteurs et le résultat de contrôle des 8 extincteurs de la déchetterie et des 7 extincteurs des engins.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 1 mois il doit être justifié du respect de l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007. à défaut il sera fait usage des possibilités de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement (mise en demeure).

Le plan avec affichage des risques doit être produit (CF point 2).

Les besoins contre l'incendie de la déchetterie telle qu'elle existe (intégrant les aménagements prévus à court terme indiqués par l'exploitant) doivent faire l'objet d'un développement dans le cadre du porter à connaissance demandé au point 1 (justificatif des besoins, détermination du maillage du plan de défense contre l'incendie et dimensionnement, vérification des besoins en confinement des eaux d'extinction).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22 I.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :** prescriptions qui s'appliquent aux installations soumises au régime de l'enregistrement (déchets non-dangereux de la déchetterie, rubrique 2710-2) :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès [à noter que l'arrêté préfectoral du 13/06/2007 demande 2 accès pompiers NE et NO du site], les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les

<p>lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Mêmes remarques que celles émises sur le point numéro 2.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire un récolement de l'ensemble des exigences de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 (concerne pour ce point les activités soumises à enregistrement : déchets non-dangereux), applicable depuis le 1 juillet 2024, et de produire les documents attendus.</p> <p>Compte tenu des différents textes applicables, il y aura lieu de fusionner les demandes similaires concernant les autres activités du site (autorisation et déclaration) pour ne produire qu'<u>un seul plan de défense incendie pour l'ensemble du site</u>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Maîtrise des incendies

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22 II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des incendies</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> prescriptions qui s'appliquent aux installations soumises au régime de l'enregistrement (déchets non-dangereux de la déchetterie, rubrique 2710-2) :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>.... Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un</p>

<p>exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Idem point n°3</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire un récolement de l'ensemble des exigences de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 (concerne les activités soumises à enregistrement pour ce point de contrôle : déchetterie, déchets non-dangereux), applicable depuis le 1 juillet 2024, et de produire les documents attendus.</p> <p>Compte tenu des différents textes applicables, il y aura lieu de fusionner les demandes similaires concernant les autres activités du site (autorisation et déclaration) pour ne produire qu'<u>un seul document sur la maîtrise des sinistres/maîtrise des incendies</u>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 9 : Vérification périodique et maintenance des équipements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification périodique et maintenance des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces prescriptions s'appliquent aux installations soumises au régime de l'enregistrement (déchets non-dangereux de la déchetterie, rubrique 2710-2) :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été vu l'attestation de conformité par l'organisme IPSI du contrôle des 8 extincteurs de la déchetterie et des 7 extincteurs des véhicules.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>